Quelques honorables DEPUTES: A l'ordre.

M. McKENZIE: Je suis dans le règlement et je ne prétends pas être baillonné.

M. l'ORATEUR: Si je comprends bien, l'honorable député, (M. McKenzie), demande une explication, il n'a pas entendu ma décision. J'ai décidé que, d'après l'article 19 du règlement, aucun mot blessant pour un honorable député quelconque, ne peut être prononcé ou lu dans cette Chambre.

M. McKENZIE: Il ne s'agit point de cela.

M. LENNOX: Ecoutez le juge.

M. McKENZIE: J'ai le droit de parler et les ricanements de l'honorable député de South Simcoe (M. Lennox), ne m'émeuvent pas le moins du monde.

Quelques honorables DEPUTES: A l'ordre.

M. McKENZIE: Monsieur l'Orateur je demande votre décision.

M. J. A. CURRIE: Monsieur l'Orateur...

Quelques honorables DEPUTES: A l'ordre, à l'ordre.

M. McKENZIE: Je veux savoir votre décision, monsieur l'Orateur. Avez-vous décidé que cet affidavit doit ou ne doit pas être lu?

M. l'ORATEUR: L'affidavit n'a pas été lu, et s'il contient des mots blessants, il ne peut pas être lu.

M. McKENZIE: Je soutiens qu'il ne peut pas être lu.

L'hon. R. F. SUTHERLAND: L'objection, après toutes les discussions que nous avons eues, me semble se résumer à ceci: il y a eu, paraît-il, une déclaration qui semble attaquer le ministre des Travaux publics. L'original de cette déclaration affirme qu'un certain événement eut lieu en 1907, c'est-à-dire après que le ministre des Travaux publics fut devenu député. Le ministre a protesté contre cette assertion. On a depuis changé cette date qui, si je ne me trompe, se trouve être "1905", c'est-à-dire avant que l'honorable ministre fut député. Or, il y a une distinction très claire entre ce qui peut être l'objet d'une enquête de la part de cette Chambre et ce dont elle ne saurait s'occuper, en ce qui concerne un député ou une personne privée, et cette distinction se trouve clairement indiquée par une autorité supérieure, May, page 81:

On a aussi puni constamment les auteurs de libelles contre les députés, mais pour constituer une violation de privilège ces diffamations doivent s'attaquer à l'honneur ou à la conduite des députés en leur qualité de députés, et comme on l'explique à la page 274....

Et c'est là le principe dont il s'agit ici.

...la diffamation doit être basée sur des faits se rapportant aux transactions de la Chambre. Les diffamations concernant la conduite des députés comme magistrats, officiers dans l'armée ou dans la marine, avocats, patrons, ou dans la vie privée ou autrement que dans leurs rapports avec le Parlement, sont du ressort des cours de justice et ne sauraient être des sujets de plaintes à la Chambre des communes.

Du moment qu'il est clair qu'il s'agit ici d'une déclaration se rapportant à quelque chose qui s'est passé à une époque où le ministre des Travaux publics, était un homme privé, et que cette déclaration que l'on veut lire contient un blâme sérieux contre lui (et cela a été attesté par deux honorables députés) cette question n'est point du ressort de cette Chambre, elle doit être renvoyée aux tribunaux, et elle ne saurait être ici l'objet d'une enquête.

M. LANCASTER: Je pourrais admettre ce qu'a si bien dit l'honorable député (M. Sutherland), si seulement nous savions tous deux quelle motion nous sera soumise. Mais, j'ai tout autant droit de supposer que c'est une motion dans le but de faire rembourser au public de l'argent mal acquis, que l'honorable député a le droit de supposer que c'est une motion dirigée contre le ministre des Travaux publics. Il me semble, d'après vos paroles, monsieur l'Orateur, ou peut-être d'après les paroles de certains honorables députés, que l'objet principal de la motion est la restitution au public de montants qui lui appartiennent. Dans ce cas, je crois que vous ne pouvez pas embrouiller la question en disant que la réputation d'un membre du Parlement est en jeu. C'est une question grave, qui...

M. l'ORATEUR: Si l'honorable député (M. Lancaster) veut me permettre: la motion serait absolument régulière si elle demandait une enquête sur cette matière. Mais ce qui n'est pas permis, c'est d'employer des expressions offensantes à l'appui de la motion, à moins que l'honorable député de la ville de Saint-Jean (M. Daniel) prenne sur lui de porter une accusation dans la forme voulue.

M. LANCASTER: J'admets, mais je vais montrer où cela peut nous conduire. Personne ici ne peut s'attendre à obtenir le vote d'un collègue en faveur d'une demande d'enquête, à moins de donner quelque preuve à l'appui de sa demande. S'il donne ces preuves à la Chambre sous la forme d'une déclaration solennelle, va-t-il mutiler ce document en en retranchant ou changeant certaines expressions employées par le déposant? Va-t-il dire: J'ai la preuve que quelqu'un a détourné des fonds publics, mais en vous soumettant cette preuve, je suis obligé de la défigurer, parce que, par hasard, la réputation de quelqu'un est en jeu? Soyons pratiques. Si nous avons